

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KANIGEN FRANCE

618 avenue de Savoie
ZI des Fourmis
74 130 BONNEVILLE

Références : 20240319-RAP-InspOCP2024-KanigenBon-vs

Code AIOT : 0010800414

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 de l'établissement Kanigen France 618 avenue de Savoie Zone industrielle des Fourmis 74 130 Bonneville. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KANIGEN FRANCE
- 618 avenue de Savoie Zone Industrielle des Fourmis 74 130 BONNEVILLE
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Monsieur Thibault BABIN est le nouveau directeur du site depuis le 5 février 2024. La personne en charge du suivi environnement n'est plus en poste depuis l'été dernier. Actuellement, il a repris la thématique en direct.

La société Kanigen France est autorisée à l'exploiter par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2006-801 du 13 avril 2006 modifié l'établissement situé sur la commune de Bonneville. Les activités réalisées au sein de l'établissement sont le traitement de surface de métaux.

Le site est spécialisé dans le traitement de surfaces de petites pièces métalliques de haute précision préalablement usinées par les entreprises de décolletage situées dans la vallée de l'Arve.

Le procédé mis en œuvre permet de recouvrir les pièces par une couche uniforme de métal afin de donner aux pièces des caractéristiques spécifiques : résistance à la corrosion, résistance à l'usure, propriété d'anti-grippage, etc.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- OCPE 2024 – Autosurveillance des eaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée..

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	AP Complémentaire du 03/05/2021 article 5	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	AP Complémentaire du 03/05/2021 article 5	Sans objet
5	Respect des VLE	AP Complémentaire du 03/05/2021 article 4	Sans objet
6	Transmission GIDAF	AP Complémentaire du 03/05/2021 article 5	Sans objet
7	Débit de rejet	AP Complémentaire du 03/05/2021, articles 4 et 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le constat n° 8 « Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF » a fait l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats</p> <p>L'exploitant nous a présenté en séance le plan schématisant le réseau des eaux pluviales. Il n'a pas de plan comportant le schéma des eaux industrielles.</p> <p>L'exploitant nous a déclaré que l'alimentation en eau du site provenait du réseau de la ville. Les eaux industrielles issues des bains étaient collectées vers l'évaporateur dont le distillat était acheminé vers la STEP du site et les boues liquide vers une cuve. Un niveau permet de savoir la hauteur de remplissage de la cuve. A partir d'un certain seuil, il déclenche une commande vers une entreprise spécialisée dans le traitement de déchets dangereux pour vider la cuve. La canalisation de sortie de la STEP rejoint ensuite le réseau communal de la ville. L'échantillonneur se situe sur cette canalisation avant de rejoindre le réseau d'eau communal.</p> <p>Nous n'avons pas constaté d'incohérence entre les déclarations de l'exploitant et la visite sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant réalisera un plan du réseau des eaux industrielles. Il comportera a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • point d'alimentation ; • canalisation de distribution vers les bains ; • canalisation de collecte des eaux des bains vers les installations de traitement ;

- installations de traitement (évaporateur, cuve de stockage des boues liquides et STEP) ;
- point de prélèvement ;
- point de rejet.

Il tiendra ce plan à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet – diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet – diffusion, aspect des rejets

Prescription contrôlée

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats

Les eaux du site sont collectées vers le réseau communal. Nous n'avons pas pu constater sur le point de rejet dans le réseau d'eau communal de la bonne diffusion des effluents du site.

En effet, les canalisations étant souterraines nous n'avons pas eu accès au point de rejet vers le milieu récepteur.

A noter que ni l'exploitant ni l'inspection ont été destinataires de plainte de la part du gestionnaire du réseau communal concernant les rejets de cet établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2021, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

2.5.1 – Dispositifs de prélèvement AP du 13 avril 2006

Les ouvrages de rejet des eaux résiduaires seront équipés de dispositifs permettant l'exécution des prélèvements d'eau dans de bonnes conditions du contrôle des rejets.

(...)

L'exploitant est tenu de permettre l'accès, à toute époque, à ces ouvrages à l'inspecteur des installations classées et aux agents du service chargé de la police des eaux, ainsi qu'aux agents de la collectivité propriétaire et /ou gestionnaire du réseau public d'assainissement.

Constats

Nous avons constaté sur le site l'existence et l'aménagement du point de prélèvement sur le réseau des eaux industrielles en sortie de la STEP du site.

L'accès au point de prélèvement est accessible en toute circonstance par un intervenant extérieur. Il est situé en aval du raccordement vers le réseau d'eau communal.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2021, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée

2.5.2 – Mesure en continu AP du 13 avril 2006

Le point de rejet des eaux résiduaires industrielles sera équipé d'un dispositif de mesure de débit en continu conforme aux normes en vigueur et respectant les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs.

Le pH et la température du point de rejet des eaux résiduaires industrielles seront mesurés et enregistrés en continu. Les systèmes de contrôle en continu déclencheront, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraîneront automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

Une exploitation informatique de ces informations devra permettre de présenter les résultats suivants :

- débit : valeurs journalières, moyenne mensuelle, valeur maxi des valeurs journalières du mois ;
- température : moyennes journalières, moyenne mensuelle, valeur maxi des moyennes journalières du mois ;
- pH : valeurs moyennes journalières, valeurs mini et maxi de chaque jour, moyenne du mois, valeurs mini et maxi relevées dans le mois.

2.5.3 – Mesure des polluants AP du 13 avril 2006

2.5.3.1 Autosurveillance

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence
Nickel	1386	Journalière
Fer	1393	Hebdomadaire

2.5.3.2 Contrôles périodiques AP du 13 avril 2006

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence
Volume journalier		Trimestrielle
pH	1302	Trimestrielle
Température	1301	Trimestrielle
DCO (sur effluent non décanté)	1314	Trimestrielle
MEST	1305	Trimestrielle
Phosphore	1350	Trimestrielle
Fluor	1391	Semestrielle
AOX	1106	Trimestrielle
Nickel	1386	Trimestrielle
Fer	1393	Trimestrielle
Tétrachloroéthylène	1272	Semestrielle

Constats

L'exploitant nous a montré en séance un tableau de suivi de l'ensemble des paramètres. A la date de l'inspection :

- GIDAF n'était plus renseigné depuis 12 mois ;
- la dernière mesure trimestrielle et semestrielle dataient de février 2023 ;
- le résultat de chaque paramètre dont le suivi est continu, journalier et hebdomadaire est tracé sur le tableau de suivi de l'exploitant.

L'exploitant nous a déclaré :

- qu'il allait rattraper la transmission des valeurs suivies dans son tableau sur GIDAF ;
- mettre en place dans les processus qualité du site une procédure de suivi des fréquences de transmissions et de suivi prescrites par l'arrêté préfectoral : GIDAF, GEREP, eaux souterraines, etc. ;
- passer commande auprès d'un laboratoire accrédité COFRAC.

A la suite de l'inspection, l'exploitant nous a envoyé par mail les documents suivants :

- la procédure qualité : tableau de suivi de l'ensemble des fréquences ;
- la justification des transmissions GIDAF jusqu'à février 2024 pour les paramètres qui ont été suivis : débit, température, pH, Nickel et Fer ;
- la commande validée et signée pour que le laboratoire LAEPS (accrédité Cofrac pour les prélèvements d'eaux souterraines, eaux superficielles, eaux résiduaire, légionellose, etc.) intervienne au plus tôt pour la réalisation des mesures trimestrielle et semestrielle du site.

Il ressort de l'analyse de ces constats, que l'exploitant a mis en place des actions correctives suffisantes pour s'assurer à l'avenir du respect de la fréquence de mesure et de transmission des résultats via GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Respect des VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2021, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

2.4.4 – Eaux industrielles AP du 13 avril 2006

Ces effluents devront respecter les valeurs limites d'émission suivantes, avant rejet et sans dilution :

- pH compris entre 6,5 et 9 ;
- Température inférieure à 30 °C.

1) Le débit des effluents ne doit pas excéder 68 m³/j en toutes circonstances.

2) En sortie de la station de traitement interne, les concentrations et les flux seront inférieurs en toutes circonstances à :

<i>Paramètre</i>	<i>Code SANDRE</i>	<i>Concentration moyenne sur 24 heures</i>	<i>Flux sur 24 heures consécutives</i>
MEST	1305	30 mg/l	6,8 kg/j
DCO	1314	600 mg/l	68 kg/j
Phosphore	1350	50 mg/l	3,4 kg/j
Fluor	1391	15 mg/l	1 kg/j

AOX	1106	1 mg/l	68 g/j
Nickel	1386	0,4 mg/l	27,2 g/j
Fer	1393	5 mg/l	340 g/j
Tétrachloroéthylène	1272	25 µg/l	2 g/j

Constats

Du fait que la dernière mesure trimestrielle et semestrielle date de 2023 (cf constat précédent) nous avons regardé les valeurs des paramètres dont la fréquence de suivi est continue, journalière ou hebdomadaire.

Nous avons regardé le résultat des mesures sur le tableau de suivi. Nous n'avons pas constaté de dépassement des seuils.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2021, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF

Prescription contrôlée

2.5.3.3 Transmission des résultats AP du 13 avril 2006

Les résultats des mesures réalisées au cours d'un mois (mesures en continu, autosurveillance et contrôles périodiques) seront saisies sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (outil de gestion informatisé des données d'auto-surveillance fréquente – GIDAF), avant le 15 du mois suivant. La transmission sera accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés, et de la description des actions correctrices mises en œuvre ou envisagées.

Constats

A la date de l'inspection, les transmissions n'ont pas été saisies sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement depuis février 2023.

A la suite de l'inspection, l'exploitant nous a envoyé par mail la justification des transmissions GIDAF jusqu'à février 2024 pour les paramètres qui ont été suivis : débit, température, pH, Nickel et Fer et la mise à jour du suivi qualité dont la fréquence de télédéclaration GIDAF (avant le 15 du mois suivant) est précisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 précise que les résultats doivent être transmis au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral étant plus contraignants, « les résultats doivent être transmis au plus tard avant le 15 du mois qui suit le mois de la mesure », c'est ce délai qui s'applique.

Aussi, dans l'onglet commentaire, l'exploitant précisera l'information lorsque le laboratoire est en retard sur la transmission des résultats.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2021, articles 4 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée <u>2.4.4 Eaux industrielles AP du 13 avril 2006</u> (...) 1) Le débit des effluents ne doit pas excéder 68 m ³ /j en toutes circonstances. <u>2.5.1. Dispositif de prélèvement AP du 13 avril 2006</u> Les ouvrages de rejet des eaux résiduaires seront équipés de dispositifs permettant l'exécution des prélèvements d'eau dans de bonnes conditions du contrôle des rejets. Le point de rejet des résiduaires industrielle sera équipé d'un échantillonneur automatique, réfrigéré asservi à la mesure du débit permettant la constitution d'échantillons moyens représentatifs des rejets pendant la période de mesure. (...) <u>2.5.2. Mesure en continu AP du 13 avril 2006</u> (...) Le point de rejet des eaux résiduaires industrielles sera équipé d'un dispositif de mesure de débit en continu.
Constats : Nous avons constaté sur le site au niveau du point de prélèvement, un dispositif de mesure de débit en continu. Nous n'avons pas constaté de dépassement du débit max journalier autorisé. Par contre, l'échantillonneur n'est pas conforme à la prescription précitée. A la suite de l'inspection, l'exploitant nous a envoyé par mail la commande validée et signée auprès de la société BAMO Mesures pour l'acquisition et la mise en place d'un échantillonneur automatique réfrigéré asservi à la mesure du débit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat L'exploitant s'assurera de recevoir une formation par le technicien de la société BAMO Mesures lors de la mise e service de l'équipement. Afin de respecter les normes en vigueur, le laboratoire LAEPS ou tout autre laboratoire accrédité Cofrac en lien avec l'exploitant, ajustera les paramètres de réglages de l'échantillonnage de la machine.
Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20/06/23, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Le site Kanigen France est concerné par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et sa note d'application qui demande aux exploitants des installations classées pour la protection de l'environnement

(ICPE) autorisés pour une des rubriques suivantes 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713 de réaliser 3 campagnes mensuelles d'analyses pour identifier s'ils rejettent des PFAS et en quelle quantité dans leurs effluents aqueux, après avoir établi la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par l'ICPE, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.

La DREAL AURA a envoyé un courrier en novembre 2023, précisant que ce site était concerné par la deuxième échéance de l'arrêté ministériel précité. Dans ce cadre, l'exploitant devait réaliser 3 campagnes mensuelles d'analyses sur chaque point de rejets aqueux de son établissement entre décembre 2023 et février 2024. Les résultats de ces analyses devaient être déclarés via le site internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente), le dernier jour du mois suivant chaque campagne soit au plus tard du 31 janvier au 31 mars 2024. et dans ce cadre, les mesures de PFAS devaient être réalisées au plus tard le 31 décembre 2023, 31 janvier 2024 et 29 février 2024. L'ensemble des résultats devaient être transmis à l'inspection GIDAF.

En janvier 2024, un mail de relance a été envoyé à l'ensemble des exploitants concerné par la mise en place de ces mesures. Un questionnaire (à l'adresse suivante : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/declaration-rejets-pfas>) devait également être renseigné pour indiquer à l'administration les éléments suivants :

- si l'exploitant avait bien lancé une démarche de prélèvement et d'analyse de vos rejets aqueux et d'apporter les justificatifs (bon de commande...) ainsi que les dates de prélèvements réalisées ou prévisionnelles ;
- si l'exploitant avait rencontré des difficultés techniques ou logistiques pour respecter les échéances de l'arrêté et si oui, lesquelles.

Du fait de la réorganisation interne, l'exploitant nous a déclaré qu'il n'avait pas eu connaissance des différents envois de la part de la DREAL la surveillance des PFAS.

Il n'a donc ni identifié la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées ni mis en place la réalisation des 3 mesures des PFAS pour son site.

A la date de l'inspection, nous constatons l'absence d'identification par l'exploitant des PFAS susceptibles d'être présents dans les effluents aqueux du site ainsi que les déclarations sous GIDAF ou de transmission des justificatifs de commande (bon de commande, dates de campagne planifiées) dans les délais fixés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'analyse de ces constats amène l'inspection à proposer à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et notamment :

- sous un délai de 15 jours : la transmission de la liste des PFAS susceptibles d'être présents dans les effluents aqueux du site ;
- sous un délai d'1 mois : la transmission du bon de commande auprès d'un laboratoire accrédité pour la réalisation, au plus tôt, de 3 campagnes de prélèvements et d'analyse des PFAS ainsi que les dates prévisionnelles des 3 prélèvements.

Les résultats des analyses de chaque campagne sont déclarés dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours – 1 mois